

Doc. ...

Version provisoire

## Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées

# L'immigration, l'une des réponses au vieillissement démographique de l'Europe

### Rapport<sup>1</sup>

Rapporteuse : Mme Kate Osamor (Royaume-Uni, SOC)

#### A. Projet de résolution<sup>2</sup>

1. L'Assemblée parlementaire note qu'au cours de la dernière décennie, la population mondiale de réfugié-es a plus que doublé, pour atteindre plus de 36,4 millions de réfugié-es, selon les chiffres du HCR. Dans la plupart des cas, les réfugié-es en Afrique, qui fuient la guerre, les persécutions et les crises climatiques, n'ont pas réussi à atteindre l'Europe ou l'Amérique du Nord et ont au lieu de cela trouvé refuge dans des pays voisins. Selon les calculs du HCR, le Tchad a été le 10<sup>e</sup> pays à accueillir le plus grand nombre de réfugié-es en 2023, avec plus de 700 000 réfugié-es enregistrés. Pour cette même année, l'Ouganda a enregistré 1,6 million de personnes en situation préoccupante, dont 1,5 million de réfugié-es. Un autre pays, l'Éthiopie, qui se trouve au carrefour de plusieurs des plus importantes crises de réfugié-es au monde, a accueilli plus de 900 000 réfugié-es. La plupart fuyaient les conflits au Soudan du Sud voisin, en Somalie, au Soudan et en Érythrée.

2. La pression migratoire est devenue un enjeu majeur pour l'Europe. La solidarité européenne pour accueillir les réfugié-es a été limitée, mais certains pays ont offert leur protection. 3,4 millions de réfugié-es ont été hébergés en Türkiye, dont 3,3 millions de Syriens sous protection temporaire. L'Allemagne a accueilli 2,5 millions de réfugié-es, dont un grand nombre de personnes originaires de Syrie et d'Ukraine. La Pologne, qui a une frontière commune avec l'Ukraine, a hébergé près de 60 % de tous les réfugié-es originaires de ce pays. Malheureusement, certains pays ont malgré tout refusé de contribuer aux efforts communs pour accueillir des demandeurs et demandeuses d'asile.

3. L'Assemblée déplore le fait que les discours populistes en hausse accusent les migrant-es des échecs des politiques publiques. Pour des raisons politiques, les migrant-es non européens sont laissés en marge sans aucune chance de s'intégrer dans la société d'accueil. De nombreux pays d'Europe sont confrontés à des changements considérables en raison d'une population vieillissante, et les nouveaux migrant-es pourraient, si on leur en donnait la chance, s'intégrer, travailler et vivre décemment en Europe, contribuant comme tous les autres citoyen·nes européens à renforcer la société dans laquelle ils vivent.

4. L'espérance de vie des Européen·nes est plus longue que jamais et la pyramide des âges dans la société évolue très rapidement. En raison du vieillissement démographique, la proportion de la population active en Europe diminue alors que le nombre de personnes âgées augmente. Plusieurs pays connaissent une réduction inquiétante des cohortes de jeunes et d'actifs, alors que le nombre de retraités augmente de manière exponentielle, beaucoup d'entre eux atteignant le quatrième âge, qui est souvent associé à la dépendance. Cette tendance va se poursuivre au cours des décennies à venir, à mesure que la génération du baby-boom d'après-guerre achèvera son virage vers la retraite.

<sup>1</sup> Renvoi en commission : [Doc. 15629](#), renvoi 4694 du 25 novembre 2022.

<sup>2</sup> Projet de résolution adopté par la commission le 2 octobre 2024.

5. Au niveau individuel, les déficiences physiques et cognitives dues au vieillissement augmentent la dépendance. Cela peut entraîner une réduction de la mobilité, ce qui augmente leur vulnérabilité et, souvent, leur isolement social. L'aide des travailleurs sociaux peut être d'une importance vitale pour permettre aux personnes âgées dépendantes d'effectuer leurs déplacements quotidiens ou de répondre à leurs besoins de prise en charge et d'entretenir un minimum de relations. Avec les soins de santé, cette socialisation améliore le bien-être émotionnel.

6. Le vieillissement démographique entraînera des répercussions profondes, non seulement pour les individus, mais aussi pour les gouvernements, les entreprises et la société civile, qui toucheront, entre autres : les systèmes de protection sociale et de santé, les marchés du travail, les finances publiques et les droits à pension. Les indicateurs démographiques qui décrivent les évolutions les plus récentes dans une Europe vieillissante montrent que, sur une période de cinquante ans, le taux de dépendance des personnes âgées devrait plus que doubler. Ce taux pour l'UE des 27 était de 25,9 % en 2001. Il atteindra 56,7 % d'ici à 2050, lorsque moins de deux personnes en âge de travailler seront présentes pour chaque personne âgée. En conséquence, la population âgée aura besoin d'un soutien accru pour répondre à ses besoins et les générations futures devront supporter les coûts d'une société âgée avec moins de sécurité sociale et un système public de protection sociale affaibli.

7. L'Assemblée est convaincue que le vieillissement démographique actuel nécessite par conséquent des mesures positives pour aider à soutenir une hausse des taux de natalité et aider les parents à éduquer leurs enfants. Des politiques plus généreuses sont nécessaires pour accroître les taux de fécondité au niveau national et européen. Mais cela n'est pas suffisant. Il faut mettre en place des politiques d'intégration adéquates pour les nouveaux arrivant-es afin de combler les lacunes de la pyramide des âges en raison d'un vieillissement démographique rapide. Des mesures spécifiques doivent donc être prises pour éviter les graves conséquences macroéconomiques et sociales de ce phénomène, dans notre intérêt à tous.

8. L'Assemblée appelle donc les États membres, de manière prioritaire, à élaborer des politiques et à prendre des initiatives efficaces pour assurer le bien-être et la qualité de vie de la population âgée. Les pays doivent construire une « société de la longévité » qui vise à promouvoir le vieillissement en bonne santé et à exploiter les avantages d'une vie plus longue et de qualité. Cela requiert un changement culturel, des investissements dans la recherche et l'élaboration de politiques sociales qui donnent aux citoyens âgés les moyens de prendre en main leur destin pour aller vers une société plus inclusive, en bonne santé et prospère pour toutes les générations.

9. Parallèlement à cela, les États devraient chercher à améliorer leurs politiques visant à promouvoir l'intégration générale des migrant-es et la cohésion sociale. Des politiques d'intégration globales, multidimensionnelles, prenant en considération les besoins des deux sexes, doivent être mises en œuvre. Cela va de la régularisation des travailleurs migrants informels et sans papiers à la promotion d'une aide directe et ciblée dans les collectivités locales, en passant par la formation professionnelle. Ne pas répondre aux besoins d'intégration des migrant-es pourrait finir par entraîner des répercussions négatives et être à l'origine de tensions sociales, de chocs culturels et de disparités économiques, avec pour corollaire une réduction du niveau de bien-être général pour tous.

10. L'Assemblée encourage vivement les États membres à soutenir les programmes visant à créer des liens entre les diverses communautés. Dans ce contexte, les autorités publiques devraient envisager d'investir dans des mesures pertinentes de renforcement des capacités pour les organisations de la société civile. Promouvoir l'engagement au sein des infrastructures sociales existantes, notamment l'adhésion à des associations sportives ou la participation aux fêtes et manifestations locales, peut aussi conduire à une intégration plus durable.

11. L'Assemblée est fermement convaincue que les programmes de coopération interculturelle et intergénérationnelle peuvent améliorer les liens entre les groupes. L'apprentissage intergénérationnel pour les enfants leur apporte une plus grande estime de soi et les aide à nouer de nouvelles amitiés. De leur côté, les personnes âgées se sentent valorisées, leur santé et leur bien-être s'améliorent, elles sont moins isolées et développent de nouvelles compétences, notamment l'utilisation des nouvelles technologies. Enfin, leur bien-être physique général s'améliore. Les sociétés bénéficient globalement de tout cela, grâce à l'inclusion sociale qu'apporte la solidarité intergénérationnelle.

12. L'Assemblée souligne donc l'importance de développer des programmes européens visant à soutenir l'éducation non formelle et à offrir un espace à la solidarité intergénérationnelle et interculturelle. Une reconnaissance et des ressources suffisantes sont nécessaires pour aider les personnes nouvellement arrivées à socialiser et à avoir accès aux services publics ou à un soutien informel. Créer des espaces de rencontres informelles où les contacts intergénérationnels et interculturels sont possibles devrait être un élément clé dans l'élaboration de politiques au niveau local, national et international.

13. L'Assemblée appelle les États membres à mettre en pratique sa [Résolution 2502 \(2023\) « Intégration des migrants et des réfugiés : des avantages pour toutes les parties prenantes »](#), en cherchant en particulier à :

13.1. définir un nouveau contrat social qui énonce les droits et les responsabilités de toutes les parties impliquées dans le processus d'intégration. L'acceptation de ce nouveau contrat social dépend de l'existence de pratiques démocratiques permettant d'obtenir un soutien social. Mettre en avant les droits et responsabilités des populations nouvellement arrivées permet de clarifier les choses dès le départ et de bâtir une relation de confiance et de coopération respectueuse entre la population locale et les bénéficiaires de programmes de réinstallation ;

13.2. soutenir les programmes de mentorat et les guides d'intégration ;

13.3. développer des services d'interprétation à l'échelle nationale pour soutenir l'intégration ;

13.4. renforcer l'éducation - des cours de langues à l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits humains ;

13.5. améliorer la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger ;

13.6. prendre en considération les besoins particuliers des groupes vulnérables : les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants (non accompagnés), les personnes âgées, minorités religieuses persécutées, les personnes handicapées, les membres de la communauté des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers, intersexes (LGBTQI+), les apatrides et autres, qui ont besoin d'un accompagnement spécifique pour réussir leur intégration dans le pays d'accueil ;

13.7. créer des espaces pour rapprocher les migrant-es, les réfugié-es et la population locale ;

13.8. améliorer les paramètres financiers : il convient de suivre une approche centrée sur la personne pour le soutien à l'intégration et sur l'adaptation des services nationaux aux besoins et situations spécifiques ;

13.9. développer des politiques de logement ciblées pour un logement abordable et décent ;

13.10. investir dans la cohésion sociale, avec des partenariats entre investisseurs privés, pouvoirs publics et organisations de la société civile ;

13.11. mettre en adéquation les qualifications des migrant-es et les perspectives d'emploi pour soutenir l'accès au marché du travail ;

13.12. développer des stratégies de communication efficace pour soutenir l'intégration. Un discours plus positif autour des réfugié-es et des demandeurs d'asile est nécessaire ;

13.13. assurer le respect de la dignité des réfugié-es et des migrant-es dans les médias, tout en évitant les messages stigmatisants, xénophobes, racistes, alarmistes ou erronés ;

13.14. développer des programmes d'accueil au niveau municipal, qui mettent l'accent sur la diversité comme un atout ; et

13.15. améliorer le soutien à la santé publique des réfugié-es et migrant-es vulnérables.

14. L'urbanisme doit être repensé pour renforcer la solidarité multiculturelle et intergénérationnelle au niveau local. Les projets visant à rassembler la population vieillissante et les migrant-es et réfugié-es nouvellement arrivés doivent être défendus, notamment grâce à des mesures spécifiques visant à faciliter l'intégration des réfugié-es et des migrant-es et à aider les personnes âgées à faire face à la solitude et à la dépendance dues au grand âge. Il est essentiel de faire se rencontrer différentes générations.

15. Les enjeux liés à la prise en charge en milieu urbain et rural devraient faire l'objet d'une attention particulière. L'immigration peut être un moyen pour l'Europe de combler ses pénuries actuelles et futures de main-d'œuvre dans le secteur de l'aide et des soins à la personne, réduisant ainsi le ratio aidant-es/aidé-es. Selon l'OCDE, les personnes nées à l'étranger représentent déjà environ 20 % des effectifs actuels de soignant-es, voire plus, en prenant en considération les soins informels à domicile. D'une manière générale, la plupart des pourvoyeur-ses de soins de longue durée né-es à l'étranger n'étaient pas des migrant-es économiques : ces personnes sont arrivé-es par d'autres voies d'admission légales, comme le regroupement familial, les visas d'études, les voies d'accès générales pour les travailleur-ses non spécialisé-es et la protection internationale.

16. L'Assemblée encourage vivement les États membres à développer des politiques visant à attirer des migrant-es hautement qualifiés pour améliorer la capacité de l'Europe à répondre aux enjeux futurs. Les États membres de l'UE et les pays candidats devraient soutenir la mise en œuvre de la Carte bleue de l'UE (Directive (UE) 2021/1883 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2021 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié), qui constitue un permis

de séjour et de travail pour les ressortissant-es de pays non membres de l'UE/EEE et offre des droits socio-économiques complets et une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté de l'UE.

17. Enfin, les États doivent favoriser une communication et une information positives au sein des populations locales et lutter contre les discours de haine dans les discours publics. Il est désormais crucial de passer de mesures d'urgence face à l'immigration à des approches structurelles et durables.

## B. Exposé des motifs par Mme Kate Osamor, rapporteure

### 1. Introduction

1. En novembre 2022, la commission a été saisie pour rapport sur la base d'une proposition de résolution déposée par M. Pierre-Alain Fridez (Suisse, SOC), intitulée «L'immigration, l'une des réponses au vieillissement démographique de l'Europe». J'ai été désignée rapporteure le 15 mars 2023. Afin d'enrichir le débat sur l'immigration en tant que l'une des réponses au vieillissement démographique en Europe, j'ai mené des consultations auprès de plusieurs organisations à l'œuvre sur le terrain dans les États membres du Conseil de l'Europe afin de recueillir de précieux enseignements et des bonnes pratiques appliquées dans différents États membres du Conseil de l'Europe<sup>3</sup>. Par ailleurs, le 19 mars 2024, la commission des migrations, des réfugiés des personnes déplacées a eu un échange de vues avec M. Zakaria Ibrahim, médiateur culturel d'EUROCOOP Servizi «Jungi Mundu», Italie (en ligne), Mme Dragana Curovic, cheffe du projet SällBo, en Suède, et Mme Giulia Cortellesi, codirectrice chez International Child Development Initiatives (ICDI), aux Pays-Bas.

2. La pression migratoire est devenue un enjeu majeur pour notre continent. Confrontée à un afflux sans précédent de migrant-es depuis 2015, l'Europe a eu beaucoup de mal à faire face à ce défi de manière unie et responsable. La solidarité européenne a montré ses limites et de nombreux pays ont refusé de contribuer à l'effort commun en la matière. La définition même du droit d'asile est remise en question par certains pays. Certains parlent de la «forteresse Europe». Et nous n'avons peut-être encore rien vu, comme le laissent augurer les conséquences de la crise climatique qui se profilent à l'horizon.

3. Pourtant, l'immigration pourrait bien être une chance pour l'Europe, continent vieillissant dont plusieurs pays se dépeuplent. L'allongement de l'espérance de vie rendu possible par les progrès de la médecine et l'amélioration des conditions de vie, associé à une réduction globale de la natalité sur le continent, explique ce phénomène.

4. Dans plusieurs pays, la pyramide des âges montre une réduction inquiétante des cohortes de jeunes et d'actif-ves, alors que le nombre de retraité-es augmente de manière exponentielle, beaucoup d'entre elleux atteignant aujourd'hui le quatrième âge, souvent associé à la dépendance<sup>4</sup>.

5. Comme l'illustrent les statistiques publiées par Eurostat, en Europe la proportion de la population âgée de 65 ans et plus ne cesse d'augmenter, tandis que la proportion de la population âgée de 15 à 24 ans et de 25 à 64 ans diminue<sup>5</sup>. Le vieillissement démographique entraînera des répercussions profondes, non seulement pour les individus-es, mais aussi pour les gouvernements, les entreprises et la société civile, qui toucheront, entre autres : les systèmes de protection sociale et de santé, les marchés du travail, les finances publiques et les droits à pension. Les indicateurs démographiques qui décrivent les évolutions les plus récentes dans une Europe vieillissante montrent que, sur une période de cinquante ans, le taux de dépendances des personnes âgées devrait plus que doubler.

6. Le taux de dépendance des personnes âgées peut être utilisé pour étudier le niveau de soutien pouvant potentiellement être apporté aux personnes âgées par la population en âge de travailler (personnes âgées de 20 à 64 ans). Ce taux exprime la part relative des personnes âgées dans la population par rapport à la population en âge de travailler. Le taux de dépendance des personnes âgées pour l'UE des 27 était de 25,9 % en 2001. À ce titre, il y avait un peu moins de quatre personnes en âge de travailler pour chaque personne âgée de 65 ans ou plus. En 2019, ce taux de dépendance des personnes âgées était de 34,1 %, soit moins de trois personnes en âge de travailler pour chaque personne âgée. Les projections démographiques suggèrent que le taux de dépendance des personnes âgées de l'UE des 27 va continuer à augmenter pour

---

<sup>3</sup> Des échanges de vues en ligne ont ainsi été organisés avec Mme Pip Cannons (programme de soutien aux micro-entreprises du Somerset, Community Catalysts CIC, Royaume-Uni), Mme Costanza Raguso (Homefull Centre, Italie), Mme Tinna Harling (coopérative Egnahemsfabriken, Suède – programme de cohabitation avec des réfugié-es nouvellement arrivés, jeunes et âgés) et Mme Dragana Curovic (The Sällbo Project, Suède – habitat intergénérationnel), M. Mario González Somoano (Asociación Pueblos Con Futuro – association qui met en relation des migrant-es à la recherche d'une nouvelle vie en milieu rural avec des communes dépeuplées de la région de Castilla-La Mancha, Espagne), Mme Margaret Kernan et Mme Giulia Cortellesi (TOY for Inclusion, Pays-Bas – projet d'inclusion par le jeu qui fait appel aux grands-parents et à d'autres personnes âgées de la communauté locale, y compris des personnes réfugiées et des personnes issues de l'immigration ou de groupes minoritaires, pour organiser des jeux et participer aux activités des Play Hubs), et Mme Gabriella Debora Giorgione et M. Angelo Moretti (Piccoli Comuni del Welcome, Italie – réseau d'accueil regroupant des petites communes rurales du sud de l'Italie qui crée des opportunités de solidarité intergénérationnelle et d'intégration des migrant-es).

<sup>4</sup>[https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Ageing\\_Europe\\_statistics\\_on\\_population\\_developments#Older\\_people\\_.E2.80.94\\_increasingly\\_old\\_and\\_with\\_growing\\_dependency](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Ageing_Europe_statistics_on_population_developments#Older_people_.E2.80.94_increasingly_old_and_with_growing_dependency)

<sup>5</sup> Eurostat, Data Browser (navigateur de données), «Proportion de la population âgée de 65 ans et plus» et «Population par classe d'âge», 2023. Voir aussi OCDE, «Population âgée», OCDE Données.

atteindre 56,7 % d'ici à 2050, où il y aura un peu moins de deux personnes en âge de travailler pour chaque personne âgée<sup>6</sup>.

7. Dès 2012, l'Assemblée relevait dans la Résolution 1864 (2012) «Tendances démographiques en Europe : transformer les défis en opportunités»<sup>7</sup> que d'ici à 2050, les personnes de plus de 60 ans devraient représenter un tiers de la population européenne. Le rapport soulignait que l'Europe connaîtrait un phénomène de «double effet du vieillissement», puisque la proportion de la population âgée de 75 ans et plus augmenterait elle aussi considérablement<sup>8</sup>.

8. Cette tendance au vieillissement démographique a pour corollaire une hausse du taux de dépendance et entraîne des conséquences sur l'économie, la structure sociale et le bien-être des sociétés vieillissantes<sup>9</sup>. Elle induit un ralentissement important de la croissance économique et suscite des inquiétudes quant au financement des systèmes de sécurité sociale et de retraite<sup>10</sup>. Elle est susceptible d'avoir un impact sur l'investissement et les budgets publics, d'exacerber les pénuries de main-d'œuvre et d'affecter la productivité et l'activité entrepreneuriale. En outre, cela a des implications pour les politiques à mener en matière de soins de santé, d'urbanisme, de logement et de transports. Des aménagements adaptés sont requis pour que les personnes de tous âges puissent vivre en bonne santé et de manière pleinement satisfaisante<sup>11</sup>.

9. Comme l'a souligné le rapporteur Domagoj Hajduković dans son récent rapport 15785 (2021) «Intégration des migrants et des réfugiés : des avantages pour toutes les parties prenantes », l'augmentation de l'immigration pourrait représenter une occasion de s'attaquer à ces défis structurels. En outre, l'immigration peut également être perçue comme une solution saine et durable répondant aux besoins concrets et pratiques induits par le vieillissement démographique. Les États devraient donc prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre la Résolution 2502 (2023) de l'Assemblée «Intégration des migrants et des réfugiés : désavantage pour toutes les parties prenantes»<sup>12</sup>.

10. Quel sera l'avenir démographique de l'Europe ? Qui s'occupera de nos aîné-es ? Qui assurera le fonctionnement de la société ? Que peuvent faire les États pour pallier les pénuries de main-d'œuvre dans différents secteurs ? Un élément de réponse pourrait être le recours à des travailleur-ses venu-es d'ailleurs.

11. Le présent rapport a pour but de dresser un état des lieux de la démographie en Europe, globalement, mais aussi par régions, ainsi que d'explorer des solutions innovantes en vue d'ouvrir des voies légales et sûres favorisant la mobilité, articulées autour des politiques d'accueil et du respect des normes et valeurs communes qui unissent les États membres du Conseil de l'Europe.

## 2. Les défis pratiques du vieillissement démographique en termes économiques et sociaux

### 2.1. Données démographiques

12. Pour commencer, voici un bref aperçu des dynamiques démographiques actuelles. Selon l'OMS, l'Europe compte l'une des proportions les plus élevées au monde de personnes âgées de 60 ans et plus, et cette population devrait continuer à augmenter rapidement dans les décennies à venir<sup>13</sup>. Plus concrètement, selon un nouveau rapport publié par la Commission européenne en octobre 2023, la population de l'UE devrait atteindre son maximum vers 2026, puis diminuer progressivement, avec un taux de dépendance qui devrait passer de 33 % aujourd'hui à 60 % d'ici à la fin du siècle<sup>14</sup>.

13. En particulier, l'Europe est sur le point de connaître un tournant historique : d'ici à 2024, les personnes de plus de 65 ans seront plus nombreuses que les moins de 15 ans dans les 53 pays de la Région européenne de l'OMS, selon les projections de cette organisation<sup>15</sup>.

---

<sup>6</sup> [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Ageing\\_Europe\\_-\\_statistics\\_on\\_population\\_developments#Older\\_people\\_.E2.80.94\\_increasingly\\_old\\_and\\_with\\_growing\\_dependency](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Ageing_Europe_-_statistics_on_population_developments#Older_people_.E2.80.94_increasingly_old_and_with_growing_dependency)

<sup>7</sup> Rapporteure : Mme Nursuna Memecan (Türkiye, ADLE).

<sup>8</sup> Résolution 1864 (2012) «Tendances démographiques en Europe : transformer les défis en opportunités».

<sup>9</sup> Harper, «Economic and social implications of aging societies», *Science*, 2014.

<sup>10</sup> Bloom, «Population 2020», site internet du FMI, 2020.

<sup>11</sup> «Ageing Europe», site internet de l'OMS [anglais seulement].

<sup>12</sup> <https://pace.coe.int/en/files/32984>

<sup>13</sup> «Concrétiser l'avenir du vieillissement en bonne santé : la déclaration finale de Lisbonne», site internet de l'OMS, 2023 ; Aurambout et al., *The Demographic Landscape of EU Territories*, Office des publications de l'Union européenne, 2021 ; «Ageing Europe», site internet de l'OMS.

<sup>14</sup> Commission européenne, «La Commission présente des outils pour gérer l'évolution démographique dans l'UE», communiqué de presse, 2023. Voir aussi «Recommandations de la Commission européenne face au vieillissement de la population», *Euronews*, 2023.

<sup>15</sup> «Nouveau rapport de l'OMS sur le vieillissement en bonne santé : d'ici 2024, les personnes âgées de 65 ans et plus seront plus nombreuses que les jeunes», site internet de l'OMS, 2023.

14. Le déclin de la population est plus prononcé dans certains pays. À titre d'exemple, selon les prévisions des Nations Unies, la population de l'Allemagne devrait diminuer de 84 millions d'habitants à 74 millions à l'horizon 2050, tandis que celle de l'Italie devrait passer de 60 millions à 51 millions<sup>16</sup>. La Grèce est l'État membre de l'Union européenne dont la population vieillit le plus rapidement. À l'instar de l'Italie, du Portugal et de l'Espagne, elle va connaître des changements démographiques majeurs, avec plus de sept personnes âgées de 65 ans ou plus pour dix personnes âgées de 20 à 64 ans d'ici à 2050<sup>17</sup>.

15. Ces évolutions reflètent une tendance de fond à l'échelle mondiale. Même si le vieillissement de la population a commencé dans les pays à revenu élevé, il est à noter que ce sont maintenant les pays à revenu faible ou intermédiaire qui connaissent les plus grands changements. D'ici à 2050, la population mondiale de personnes âgées de 60 ans ou plus devrait doubler et celle des personnes âgées de 80 ans ou plus devrait tripler ; les deux tiers des personnes âgées de plus de 60 ans vivront dans ces pays<sup>18</sup>.

16. Ces données montrent que les progrès socio-économiques considérables accomplis au cours des dernières décennies sont devenus le vecteur de nouveaux défis en raison de la baisse généralisée des taux de mortalité et de fécondité. Les implications économiques et sociales sont énormes.

## 2.2. Défis structurels macroéconomiques et sociaux

17. Une population vieillissante se traduit par un déclin des cohortes d'actifs. Les pénuries de main-d'œuvre atteignent déjà des niveaux sans précédent dans l'Union européenne. Comme le souligne une récente communication de la Commission européenne, 30 % environ de l'ensemble des entreprises de l'UE – et 74 % des PME – déclarent faire face à des pénuries de main-d'œuvre<sup>19</sup>. Ce manque de main-d'œuvre touche différents secteurs et concerne tous les niveaux de qualification. Il y a une forte demande de compétences dans les domaines des STEM (sciences, technologie, ingénierie, mathématiques), des TIC (technologies de l'information et de la communication), de la construction, des soins et des transports (chauffeur·ses de camions et d'autocars notamment) dans de nombreuses régions et États membres.<sup>20</sup>

18. La diminution des naissances signifie aussi moins de main-d'œuvre pour demain, ce qui laisse entrevoir des effets à long terme sur la croissance économique et sa viabilité. Selon de récentes projections de la Commission européenne, l'UE va perdre 57,4 millions de personnes en âge de travailler d'ici à 2100<sup>21</sup>, avec tout ce que cela implique. La baisse de la population en âge de travailler exerce notamment une pression à la baisse sur les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des cotisations de sécurité sociale<sup>22</sup>.

19. Une population vieillissante entraîne une hausse des cohortes de personnes âgées. Dans la mesure où ces dernières requièrent davantage de ressources en matière de santé, la demande de services médicaux augmente avec l'allongement de l'espérance de vie. Il en résulte un accroissement des dépenses consacrées aux soins de santé – en particulier de longue durée – et aux retraites. Les projections prévoient que ces dépenses vont augmenter dans l'UE, passant de 24,6 % du PIB en 2019 à près de 27 % en 2040<sup>23</sup>.

20. Les deux tendances se conjuguent : moins de personnes en âge de travailler subviennent aux besoins d'une population âgée grandissante, ce qui a pour effet de mettre à rude épreuve les systèmes de protection sociale et de retraite. Globalement, cela fait peser une pression accrue sur les budgets publics.

21. Les effets de ces dynamiques se chevauchent également au niveau régional. La nécessité de combler les pénuries de main-d'œuvre dans certains pays peut favoriser une fuite des cerveaux dans d'autres, exacerbant ainsi la pénurie dans les pays d'origine. L'Albanie offre un exemple récent de ces conséquences négatives. Ce pays, qui a déjà le plus faible nombre de médecins et d'infirmières et infirmiers par habitant en Europe, a tenté d'empêcher les médecins et le personnel infirmier de partir vers d'autres pays ayant besoin de main-d'œuvre, comme l'Allemagne<sup>24</sup>. Le cas de la Pologne en fournit un nouvel exemple. Ce pays est confronté à l'une des plus graves pénuries de prestataires de services à la personne dans l'Union européenne.

<sup>16</sup> Kenny, *Global Mobility: Confronting A World Workforce Imbalance*, Center for Global Development, 2021.

<sup>17</sup> Commission européenne, «La Commission présente des outils pour gérer l'évolution démographique dans l'UE», communiqué de presse, 2023.

<sup>18</sup> «Vieillesse et santé», site internet de l'OMS, 2022.

<sup>19</sup> «Communication "Demographic change in Europe: a toolbox for action"», Publications de la Commission européenne, 2023.

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> Commission européenne, «La Commission présente des outils pour gérer l'évolution démographique dans l'UE», communiqué de presse, 2023. Voir aussi «Recommandations de la Commission européenne face au vieillissement de la population», *Euronews*, 2023.

<sup>22</sup> Commission européenne, «La Commission présente des outils pour gérer l'évolution démographique dans l'UE», communiqué de presse, 2023.

<sup>23</sup> Commission européenne, *The 2021 Ageing Report, Economic & Budgetary Projections for the EU Member States*, 2021.

<sup>24</sup> «Albanian medical students protest ongoing controversial university policy», *EURACTIV*, 2023.

En raison du vieillissement de sa population et du développement insuffisant de ses dispositifs de prise en charge, la Pologne, traditionnellement pays d'origine des travailleurs du secteur des services à la personne, est devenue un pays qui dépend de travailleurs migrants, majoritairement ukrainiens, pour assurer ces prestations<sup>25</sup>.

22. Si l'on examine de plus près le secteur de la santé et la pénurie de personnel médical et soignant, on constate que ces métiers figurent déjà parmi ceux qui connaissent les tensions les plus criantes en Europe<sup>26</sup>. L'Irlande, la République tchèque et l'Italie se situent déjà en deçà du seuil fixé par l'OIT pour l'adéquation de la prestation de services<sup>27</sup>. Le ratio personnes âgées/soignant-es est déjà trop élevé et risque d'augmenter à l'avenir en l'absence de changement<sup>28</sup>. La situation est encore plus inquiétante pour les personnes âgées vivant en zone rurale, où l'accès aux services de soins est déjà généralement insuffisant<sup>29</sup>.

23. Au cours des prochaines décennies, la demande de soins de longue durée devrait augmenter, mais l'offre formelle ou informelle de soins de longue durée devrait aussi diminuer en parallèle. Pour maintenir le ratio actuel dans l'ensemble des pays de l'OCDE, il faudrait recruter 13,5 millions de soignant-es supplémentaires d'ici à 2040<sup>30</sup>. En Europe, notamment, des pays comme le Luxembourg, l'Irlande et la France auraient besoin d'une augmentation des effectifs d'au moins 80 % par rapport aux niveaux de 2016<sup>31</sup>.

24. Outre les besoins économiques et sociaux structurels liés au vieillissement de la population, il est primordial de prendre également en compte les besoins spécifiques d'un groupe social toujours plus nombreux – celui des aîné-es –, tant au niveau individuel que collectif, afin de garantir leurs droits à la dignité et au vieillissement en bonne santé<sup>32</sup>.

### **2.3. Enjeux spécifiques liés aux soins**

25. Avec l'âge, le risque de souffrir d'une maladie chronique ou de développer certaines pathologies augmente. La fragilité accrue chez la personne âgée induit aussi un risque plus élevé de dépendance. À ces problèmes de santé physique peuvent aussi s'ajouter des troubles cognitifs, comme une atteinte globale des fonctions cognitives, la démence, la maladie d'Alzheimer, etc.

26. Ces problèmes de santé compliquent beaucoup le quotidien des personnes âgées, car ils peuvent les empêcher d'effectuer des activités de la vie quotidienne (AVQ). Par conséquent, outre l'augmentation des besoins en soins qui découle du vieillissement, un accompagnement au quotidien pourra être nécessaire pour s'assurer que leurs besoins fondamentaux sont couverts<sup>33</sup>.

27. Les déficiences physiques et cognitives réduisent également leur mobilité, ce qui augmente leur vulnérabilité et, souvent, leur isolement social. L'aide des travailleur·ses sociaux peut être d'une importance vitale pour permettre aux personnes âgées dépendantes d'effectuer leurs déplacements quotidiens et d'entretenir un minimum de relations. Avec les soins de santé, cette socialisation améliore le bien-être émotionnel.

28. De nombreuses études qui appartiennent désormais à une discipline scientifique particulière, à savoir l'économie du bonheur, montrent que les relations sociales améliorent le bien-être physique et cognitif des individu-es. La solitude et l'isolement social sont au contraire associés à des risques accrus de démence et de décès prématuré<sup>34</sup>.

29. Pour faire face à ces difficultés liées à l'âge, en matière de santé ou sur le plan social, les personnes âgées peuvent avoir besoin d'une assistance spécifique ; elles peuvent envisager de déménager dans une maison de retraite médicalisée ou de faire appel à des auxiliaires de vie à domicile. Demander l'aide d'un parent ou d'un proche peut être une solution, mais l'aide familiale a ses limites. Cela peut en effet entraîner des répercussions négatives sur la vie personnelle des aidant-es, du fait de la réduction du temps pouvant

---

<sup>25</sup> Florek et Rogalewski, *L'avenir des prestataires de services à la personne logés à domicile en Europe*, Comité économique et social européen, 2020.

<sup>26</sup> Ribeiro et al., *The Caregiver Support Ratio in Europe: Estimating the Future of Potentially (Un) Available Caregivers*, Multidisciplinary Digital Publishing Institute, 2022.

<sup>27</sup> Kumar et al., *Migration and the future of care: Supporting older people and care workers*, ODI Report, 2022.

<sup>28</sup> Stroobants et al., «La grande pénurie de soignants est une réalité dans toute l'Europe», *Le Monde*, 2022.

<sup>29</sup> Augère-Granier et McEldowney, «Les personnes âgées des zones rurales de l'Union européenne. Problèmes de fond et enjeux», Service de recherche du Parlement européen, 2020.

<sup>30</sup> OCDE, *Who Cares? Attracting and Retaining Care Workers for the Elderly*, Études de l'OCDE sur les politiques de santé, Éditions OCDE, 2020.

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> «Protecting the human rights of older persons», Déclarations – Haut-Commissariat aux droits de l'homme, 2021.

<sup>33</sup> Jaul et Barron, «Age-related diseases and clinical and public health implications for the 85 years old and over population», *Front Public Health*, 2017.

<sup>34</sup> Age UK, *Later life in the United Kingdom*, 2019.

être consacré à d'autres activités. De plus, l'état de santé de la personne âgée dépendante requiert parfois une prise en charge adaptée qui nécessite l'intervention de professionnel·les. En outre, les personnes âgées isolées peuvent ne pas avoir de proches susceptibles de leur apporter le soutien dont elles ont besoin. Il est donc essentiel, pour favoriser le bien-être et le vieillissement en bonne santé de la population âgée, d'assurer l'accès à des services de soins adéquats.

#### **2.4. Enjeux spécifiques de la dichotomie urbain-rural**

30. Le cadre de vie est également un facteur clé pour bien vieillir, en sécurité et en bonne santé. Si les zones urbaines sont généralement attractives pour toutes les catégories d'âge et offrent de nombreuses possibilités de socialisation aux aîné·es, elles sont aussi une source de problèmes, notamment d'ordre sanitaire (liés à des niveaux de pollution élevés par exemple) et financier (il faut avoir les moyens de vivre en ville)<sup>35</sup>.

31. De leur côté, les zones rurales présentent d'autres inconvénients, y compris d'importantes difficultés d'accès aux services de base. Les habitant·es sont obligé·es d'effectuer de longs trajets pour rejoindre les pôles de services, y compris de santé, ce qui contribue également à accroître l'isolement social et la solitude<sup>36</sup>. Pour les personnes âgées, l'accès aux services est encore plus compliqué, en raison de leurs troubles psychomoteurs et de leurs conditions de logement. Par rapport au reste de la population, les ménages âgés doivent en effet parcourir en moyenne des distances légèrement plus élevées<sup>37</sup>.

32. Du fait du vieillissement de la population, les zones rurales sont celles qui connaissent le déclin démographique le plus prononcé, avec des pénuries aiguës de main-d'œuvre. Cela peut aboutir à l'abandon de villages entiers. Les habitant·es – souvent les jeunes et les personnes en âge de travailler – ont tendance à migrer vers les centres urbains et industrialisés en quête de meilleures opportunités d'emploi, d'éducation et de formation. Ce mouvement de dépopulation a été particulièrement sévère dans certains pays d'Europe de l'Est membres de l'Union européenne<sup>38</sup>. Globalement, dans l'UE, les zones rurales ont perdu plus de 5 millions d'habitants depuis les années 1960, et cette tendance devrait encore s'accroître à l'avenir. Parallèlement, le taux de dépendance des personnes âgées ira croissant dans les régions reculées. La Bulgarie, l'Espagne, la Roumanie, Chypre et l'Autriche devraient connaître le pire scénario de dépeuplement d'ici à 2050<sup>39</sup>. Le gouvernement serbe a tiré la sonnette d'alarme en alertant de l'ampleur du phénomène : chaque année, les Balkans perdent une ville<sup>40</sup>.

33. À l'inverse, les seniors quittent les villes à l'approche de la retraite, afin de s'installer dans des endroits calmes et à taille humaine. Au Royaume-Uni, une grande proportion de personnes âgées a tendance à déménager dans des communes rurales ou semi-rurales ou en zone côtière à la périphérie. Étant donné que dans bien des cas ces régions manquent de services et d'infrastructures de santé et de transport, et même de logements, les personnes qui s'y sont installées sur le tard n'ont souvent pas les réseaux de soutien social dont elles auraient besoin<sup>41</sup>.

34. En raison de la conjugaison de ces deux phénomènes, le vieillissement dans les zones rurales est encore plus rapide que dans les centres urbains.

### **3. Contribution des communautés de réfugié·es et de migrant·es à la satisfaction des besoins sociaux des personnes âgées**

#### **3.1. L'impact économique de l'intégration des migrant·es**

35. Pour faire face aux défis démographiques, il faudrait mettre en place des politiques ciblées à la fois au niveau des ménages, pour promouvoir l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle, et aux niveaux territorial et sociétal, pour permettre aux jeunes de contribuer pleinement à la société et à l'économie d'une manière digne et pour favoriser un vieillissement actif et en bonne santé. L'Union européenne a déjà créé une boîte à outils pour gérer l'évolution démographique et ses conséquences<sup>42</sup>.

<sup>35</sup> *The Urban Data Platform Plus*, JRC ISPRA Newsroom, 2020.

<sup>36</sup> Age UK, *Rural Ageing (England)*, document d'orientation politique, 2018.

<sup>37</sup> Aurambout et al., *The Demographic Landscape of EU Territories*, Office des publications de l'Union européenne, 2021.

<sup>38</sup> *Les conséquences de l'évolution démographique en Europe (europa.eu)*.

<sup>39</sup> Perpiña Castillo et al., *A demographic assessment of EU remote areas by 2050*, Commission européenne, 2021.

<sup>40</sup> «“Nothing to return to”: Serbia is losing one town every year through population decline», *Euronews*, 2020.

<sup>41</sup> Whitty, *Chief Medical Officer's annual report 2023: health in an ageing society*, Department of Health and Social Care of the UK, 2023.

<sup>42</sup> «Communication “Demographic change in Europe: a toolbox for action”», Publications de la Commission européenne, 2023.

36. En complément de ces efforts, la mobilité de la main-d'œuvre apparaît comme un instrument efficace pour faire face à la crise démographique, allant au-delà des politiques impopulaires telles que le relèvement de l'âge de la retraite ou la taxation du travail. Promouvoir la migration légale et assurer l'intégration effective des ressortissants de pays tiers pourrait contribuer à atténuer les pressions qui s'exercent sur le marché du travail, tout en favorisant l'innovation et le bien-être.

37. Alors que les pays riches vieillissent et peinent à pourvoir les postes vacants dans des secteurs clés de l'économie, d'autres pays ont du mal à offrir des opportunités économiques à leurs citoyen·nes. Par exemple, selon les projections la population en âge de travailler en Afrique subsaharienne devrait encore augmenter de 2 milliards de personnes.

38. La migration est source de coûts et de bénéfices pour les pays d'origine et de destination. Cependant, comme le souligne le rapport de la Banque mondiale, lorsque les compétences des migrant·es sont en forte adéquation avec les besoins des pays de destination, les gains sont importants pour ces derniers, tout particulièrement lorsque les migrant·es travaillent sur le marché formel à hauteur de leur niveau de qualification<sup>43</sup>. Cependant, ce n'est pas toujours le cas, car les migrant·es, notamment sur le marché informel, occupent souvent des emplois sous-qualifiés. Les coûts associés à l'accueil des migrant·es, liés à l'utilisation des services publics, au soutien fourni aux nationaux qui subissent les retombées négatives de l'immigration et à l'intégration sociale, sont largement inférieurs aux bénéfices.<sup>44</sup>

39. Regardons les chiffres. En 2022, l'Union européenne a accueilli 3 millions de travailleur·ses migrant·es arrivé·es par des voies légales – ce qui représente une augmentation significative de sa main-d'œuvre –, contre 300 000 migrant·es arrivé·es de manière irrégulière<sup>45</sup>. En participant au marché du travail régulier, les migrant·es paient des impôts et des cotisations sociales qui contribuent aux recettes de l'État. Les migrant·es qui cotisent aux régimes de sécurité sociale pendant leur vie active bénéficieront d'une pension. Mais dans l'intervalle, leurs cotisations alimentent aussi les caisses de retraite au profit de l'ensemble des retraité·es, et tout particulièrement des nationaux. En outre, comme le taux de dépendance des personnes âgées constaté en moyenne pour les immigré·es est inférieur à celui des nationaux, leur participation contribue également à atténuer les défis auxquels est confronté le système de retraite.

### **3.2. L'impact multidimensionnel de l'intégration des migrant·es dans le secteur des soins à la personne**

40. L'immigration peut être un moyen pour l'Europe de combler ses pénuries actuelles et futures de main-d'œuvre dans le secteur de l'aide et des soins à la personne, réduisant ainsi le ratio aidant·es/aidé·es. Selon l'OCDE, les personnes nées à l'étranger représentent déjà environ 20 % des effectifs actuels de soignant·es. Cependant, compte tenu de l'existence d'une offre importante de soins informels à domicile, ces chiffres sont probablement sous-estimés<sup>46</sup>. D'une manière générale, la plupart des pourvoyeur·ses de soins de longue durée né·es à l'étranger n'étaient pas des migrant·es économiques : ces personnes sont arrivé·es par d'autres voies d'admission légales, comme le regroupement familial, les visas d'études, les voies d'accès générales pour les travailleur·ses non spécialisé·es et la protection internationale.<sup>47</sup>

41. La pandémie de covid-19 a montré à quel point de nombreux pays dépendent de travailleur·ses précaires en situation irrégulière, notamment dans le secteur des soins aux personnes âgées. De fait, dans les pays où les personnes migrantes constituent la majorité des aidant·es, des politiques spéciales ont dû être mises en place pour garantir la continuité des soins<sup>48</sup>. Par exemple, l'Autriche a organisé des transferts spécifiques pour les travailleur·ses migrant·es du secteur des soins, tandis que l'Italie a accordé un statut légal temporaire aux travailleur·ses domestiques et aux travailleur·ses du secteur des soins à la personne.<sup>49</sup>

42. Dans le secteur des soins, des schémas migratoires distincts ainsi que des chaînes migratoires spécifiques sont apparues en Europe<sup>50</sup>. Les pays à revenu élevé de l'UE ont tendance à compter sur des travailleur·ses provenant de pays à revenu faible d'Europe de l'Est, comme la Roumanie, la Pologne et la

---

<sup>43</sup> Banque mondiale, *World Development Report 2023: Migrants, Refugees, and Societies* [Rapport sur le développement dans le monde 2023 : Migrants, réfugiés et sociétés (abrégé en français)], 2023.

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> «Recommandations de la Commission européenne face au vieillissement de la population» [Bruxelles tire la sonnette d'alarme sur le vieillissement rapide de la population de l'UE et recommande la migration pour pourvoir les postes vacants], *Euronews*, 2023.

<sup>46</sup> OCDE, *Perspectives des migrations internationales 2015*, Éditions OCDE, Paris, 2015

<sup>47</sup> OCDE, *Who Cares? Attracting and Retaining Care Workers for the Elderly*, Études de l'OCDE sur les politiques de santé, Éditions OCDE, 2020.

<sup>48</sup> Kumar et al., *Migration and the future of care: Supporting older people and care workers*, ODI Report, 2022.

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> *Ibid.*

Bulgarie. Les travailleur·ses ukrainien·nes et biélorusses sont entré·es dans l'économie informelle en Pologne pour combler le vide laissé par les soignant·es polonais·es parti·es en Allemagne ou au Royaume-Uni pour travailler dans l'économie formelle<sup>51</sup>. Par ailleurs, certains pays d'origine, notamment les Philippines, ont choisi de se spécialiser dans l'envoi de professionnel·les de santé vers les destinations d'outre-mer. En fait, de nombreuses personnes migrantes qui arrivent en Europe ont reçu une formation en matière de soins de santé ou de soins à domicile<sup>52</sup>.

43. En augmentant la taille des effectifs et en apportant des compétences et des méthodes potentiellement nouvelles, l'immigration contribue à garantir une plus grande sécurité aux personnes âgées dépendantes (grâce à la réduction du ratio patient·es/soignant·es) et à améliorer la qualité des services de soins fournis en établissement ou par des aidant·es «à domicile»<sup>53</sup>. Plusieurs études de cas suggèrent que la main-d'œuvre immigrée est associée à une incidence positive sur l'évolution des patient·es. On constate notamment moins de chutes, un moindre recours à la contention, moins de blessures, etc<sup>54</sup>. En outre, grâce à l'immigration, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ont davantage de possibilités de conserver leur indépendance, car dans les secteurs qui comptent les plus fortes proportions de personnes immigrées, les résident·es natif·ves sont plus susceptibles de vieillir chez eux plutôt que de devoir vivre dans des établissements tels que les maisons de retraite médicalisées<sup>55</sup>.

44. D'autres études ont mis en évidence un effet positif de l'immigration sur la santé mentale des personnes âgées des populations locales, grâce aux relations sociales qui se créent, ainsi que sur le bien-être subjectif et la dépression<sup>56</sup>. L'intégration sociale est également bénéfique, en favorisant un renforcement des liens institutionnels et une participation sociale accrue. D'autre part, leur insertion professionnelle dans le tissu local aide les migrants à nouer des relations et à se sentir valorisés.

### **3.3. Avantages sociaux et culturels de la migration de main-d'œuvre : la perspective de genre**

45. La migration de main-d'œuvre peut également être source d'une multitude d'avantages sur le plan social et culturel. Par exemple, la migration peut renforcer la position des femmes en augmentant leur intervention, leur autonomie et leur résilience et conduire à une reformulation des rôles dévolus aux deux sexes dans les pays de destination comme dans les pays d'origine, favorisant ainsi la cohésion sociale de façon générale et contribuant à construire des sociétés plus inclusives où chacun a sa place<sup>57</sup>.

46. Les dernières décennies ont vu une féminisation de la migration de main-d'œuvre et il y a maintenant des femmes qui migrent seules à la recherche d'opportunités<sup>58</sup>. Les travailleuses migrantes représentent environ 20 % de la main-d'œuvre féminine en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest<sup>59</sup>. En outre, la participation des femmes au marché du travail est plus élevée chez les migrantes que chez les non-migrantes. Selon les chiffres de l'OIT, l'Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest est la région qui compte le plus grand nombre de femmes migrantes, avec un taux d'activité de 68,8 % en 2019. La même année, la proportion de femmes parmi les travailleur·ses migrant·es a dépassé celle des hommes dans cette région<sup>60</sup>.

47. La migration de main-d'œuvre féminine a tendance à être concentrée dans le secteur des services, en particulier dans les activités de services à la personne, y compris la prestation de soins et le travail domestique (soins infirmiers, prise en charge de personnes âgées, garde d'enfants, entretien de la maison et autres travaux ménagers, etc.). Ce type de tâches, qualifié de travail «reproductif», est réalisé par une main-d'œuvre

---

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> Harris, «Aging Alone: Elder care infrastructure in the EU», *Harvard International Review*, 2022.

<sup>53</sup> OCDE, *Who Cares? Attracting and Retaining Care Workers for the Elderly*, Études de l'OCDE sur les politiques de santé, Éditions OCDE, 2020 ; «Who will care for aging baby boomers? Immigrants», Brookings, webinaire, 2022.

<sup>54</sup> Furtado et Ortega, *Does Immigration Improve Quality of Care in Nursing Homes?*, document de réflexion IZA, 2020. Voir aussi Grabowski et al., *Immigration, The Long-Term Care Workforce, and Elder Outcomes in the U.S.*, National Bureau of Economic Research, 2023.

<sup>55</sup> Butcher et al., «Immigrant Labor and the Institutionalization of the U.S.-born Elderly», *Review of International Economics*, 2022.

<sup>56</sup> Akdede et al., «The Impact of Migration Flows on Well-Being of Elderly Natives and Migrants: Evidence from the Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe», *Social Indicators Research*, 2022. Voir aussi Escarce et Rocco, *Effect of Immigration on Depression among Older Natives in Western Europe*, document de réflexion IZA, 2019 ; Akay, *The impact of immigration on the well-being of natives*, document de réflexion IZA, 2012 ; Escarce et Rocco, *Immigration and the Health of Older Natives in Western Europe*, Global Labor Organization (GLO), 2018.

<sup>57</sup> Kumar et al., *Migration and the future of care: Supporting older people and care workers*, ODI Report, 2022. Voir aussi ONU Femmes, *Women migrant workers' contributions to development*, document de politique générale n° 2, 2017.

<sup>58</sup> ONU Femmes, *Women migrant workers' contributions to development*, document de politique générale n° 2, 2017.

<sup>59</sup> Bureau international du travail, *ILO Global Estimates on International Migrant Workers – Results and Methodology*, troisième édition, 2021 [Estimations mondiales de l'OIT concernant les travailleurs migrants. Résultats et méthodologie (résumé en français)].

<sup>60</sup> *Ibid.*

à prédominance féminine. Il est en effet associé à des rôles traditionnellement féminins. Ce travail est généralement sous-évalué et mal payé. Qui plus est, la protection sociale est très limitée<sup>61</sup>.

48. Les travailleuses migrantes présentent plusieurs vulnérabilités intersectionnelles. Outre les obstacles économiques et non économiques auxquels elles se heurtent en tant que migrantes, elles sont en effet aussi exposées à la discrimination fondée sur le sexe sur le marché du travail. Cela pourrait les pousser vers le secteur informel et il importe donc de mettre en place des politiques tenant compte de la dimension de genre. En reconnaissant la migration comme une composante essentielle du développement, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies exhorte les gouvernements à «protéger les droits du travail et promouvoir des environnements de travail sûrs et sécurisés pour tou-tes les travailleur-ses, y compris les travailleur-ses migrant-es, en particulier les femmes migrantes, et ceux qui occupent des emplois précaires» (cible 8.8).

### **3.4. L'impact des contributions des migrant-es en milieu rural et en milieu urbain**

49. En particulier en zone rurale, l'immigration pourrait être un puissant moteur de développement durable, parfois essentiel pour assurer la survie même des communes rurales, compte tenu du processus de dépeuplement en cours. L'immigration dans des régions isolées contribue à couvrir la demande de main-d'œuvre, à préserver les services de base (tels que l'éducation, la santé et les commerces alimentaires) et à maintenir le niveau de la population. En bref, elle contribue essentiellement à dynamiser la vie économique et sociale des petites communes.

50. En milieu urbain, les jeunes et les personnes âgées sont souvent confronté-es à un isolement social, caractérisé par un manque généralisé de relations sociales et de réseaux d'entraide, formels et informels, y compris pour la garde des enfants, et par l'exclusion du marché du travail. Cet isolement peut nuire à leur bien-être global et à leur qualité de vie. Repenser l'organisation de la ville, y compris l'intégration des migrants, est fondamental pour surmonter ces problèmes.

## **4. Création de liens sociaux entre les migrant-es et les sociétés vieillissantes : bonnes pratiques**

51. Les gouvernements peuvent adopter un large éventail de mesures et de politiques aux niveaux international, national et local pour faire face au vieillissement démographique. Les pays doivent construire une « société de la longévité » qui vise à promouvoir le vieillissement en bonne santé et à exploiter les avantages d'une vie plus longue et de qualité<sup>62</sup>. Cela requiert un changement culturel, des investissements dans la recherche et l'élaboration de politiques sociales qui donnent aux citoyens âgés les moyens de prendre en main leur destin pour aller vers une société plus inclusive, en bonne santé et prospère pour toutes les générations.

52. Ce faisant, il importe de concentrer les efforts sur la promotion de l'intégration des migrant-es, notamment au regard du rôle toujours plus grand que l'immigration régulière est appelée à jouer dans les sociétés vieillissantes de demain<sup>63</sup>. En effet, les retombées positives de l'immigration sur les marchés du travail locaux et nationaux et sur la vie sociale des sociétés vieillissantes dépendent fortement des politiques mises en œuvre pour faciliter la bonne intégration des migrant-es dans les pays d'accueil (formation linguistique, accès à l'éducation, possibilités d'emploi, logement d'un niveau suffisant, aide sociale, etc.). Des politiques appropriées doivent également être mises en œuvre pour garantir des voies de migration régulière. Par exemple, des politiques visant à attirer des migrant-es hautement qualifiés devraient être développées afin de renforcer la capacité de l'Europe à répondre aux enjeux futurs. La mise en œuvre de la carte bleue de l'UE – qui constitue un permis de séjour et de travail pour les ressortissant-es de pays non membres de l'UE/EEE et leur offre des droits socio-économiques complets et une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté de l'UE – devrait être soutenue<sup>64</sup>. Ne pas répondre aux besoins d'intégration des migrants pourrait finir par avoir des répercussions négatives et être à l'origine de tensions sociales, de chocs culturels et de disparités économiques, avec pour corollaire une réduction du niveau de bien-être général pour tous.

53. Les pays d'accueil peuvent mettre en œuvre des politiques visant à lutter contre les préjugés et la discrimination à l'égard des personnes migrants et à promouvoir la cohésion sociale<sup>65</sup>. En ce qui concerne la création de passerelles et de liens entre les personnes migrantes et les personnes âgées à l'échelon local, certains pays européens ont déjà mis en place des initiatives de proximité, comme des programmes

---

<sup>61</sup> ONU Femmes, *Women migrant workers' contributions to development*, document de politique générale n° 2, 2017. Voir aussi Orav, *Migrant women and the EU labour market: Overcoming double discrimination*, Service de recherche du Parlement européen, 2023.

<sup>62</sup> Scott, «The longevity society», *The Lancet Healthy Longevity*, 2021.

<sup>63</sup> OMS, *Decade of healthy ageing: baseline report*, 2021.

<sup>64</sup> <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A32021L1883>

<sup>65</sup> OCDE, *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees*, OECD Regional Development Studies, 2018.

intergénérationnels qui réunissent des jeunes migrant·es et des habitant·es du quartier, tout particulièrement des personnes âgées, afin de promouvoir les interactions entre les générations et les échanges culturels. Par exemple, le projet Migrantour repose sur une collaboration avec des partenaires locaux, encourage le dialogue et permet de découvrir de nouvelles cultures et d'autres manières de voir, à la faveur de promenades urbaines organisées par des personnes immigrées qui servent de guides.<sup>66</sup>

54. Outre les politiques gouvernementales, les initiatives de la société civile jouent également un rôle de premier plan dans la mise en relation des personnes migrantes et des populations locales, y compris les personnes âgées. Par exemple, le programme «Neighbours for Newcomers», lancé par l'organisation caritative RESET, met en relation des bénévoles britanniques avec des professionnel·les de santé étrangers qui viennent de s'installer au Royaume-Uni. De telles initiatives mériteraient d'être encouragées et soutenues, y compris au moyen de fonds publics, afin de renforcer encore les échanges intergénérationnels et interculturels. Ce serait bénéfique aussi bien pour les personnes âgées (socialisation accrue) que pour les nouveaux arrivant·es (meilleure insertion et intégration des personnes d'origine étrangère dans le tissu local).

#### **4.1. Transformation rurale : recourir à l'immigration pour combattre le vieillissement et l'isolement socio-économique**

55. Les entretiens avec les organisations de la société civile ont mis en lumière, en premier lieu, l'importante contribution de l'immigration aux efforts déployés pour relever le défi du dépeuplement des territoires ruraux. Cela est particulièrement manifeste dans des villages du centre de l'Espagne et du sud de l'Italie, ou situés en milieu rural ou semi-rural et en zone côtière au Royaume-Uni, qui dépérissaient sous l'effet du vieillissement, de l'isolement et du dépeuplement.

56. Aujourd'hui, beaucoup de ces communes reprennent vie après s'être mobilisées pour réussir l'accueil et l'intégration de personnes migrantes. Certaines organisations ont expliqué que sans l'immigration, elles étaient vouées à la disparition. L'arrivée de personnes migrantes les a revitalisées et a constitué un levier important de développement social et de croissance économique. Les bourgades rurales fournissent travail et logement à des familles dans le besoin qui contribuent, en retour, à couvrir la demande de main-d'œuvre, à conserver les services et à maintenir les niveaux de population dans ces secteurs.

57. En Espagne, pour faire face au dépeuplement continu qui affecte depuis des décennies la région connue sous le nom de «La España vaciada» – «L'Espagne du vide» –, l'ONG Asociación Pueblos con Futuro met activement en relation des villages de moins de 500 habitants avec des familles dans le besoin, dont beaucoup sont des personnes migrantes et des réfugié·es à la recherche d'une nouvelle vie<sup>67</sup>. Ces familles migrantes jouent un rôle crucial pour assurer la pérennité de ces communes et maintenir ouverts les bars locaux, les centres sociaux et d'autres équipements municipaux, en apportant une main-d'œuvre essentielle et en comblant les postes vacants dans le secteur des soins aux personnes âgées, à domicile ou en établissement.

58. Le projet Jungi Mundu a évité la disparition du village italien vieillissant, Camini<sup>68</sup>. Un programme réussi d'accueil et d'intégration de réfugié·es bénéficiant de la protection internationale a été mis en œuvre par la société coopérative à finalité sociale EUROCOOP, en collaboration avec la municipalité et les pouvoirs locaux. Cette initiative novatrice a entraîné une transformation positive de l'ensemble du village en revitalisant la communauté locale avec de nouveaux habitant·es venus d'autres régions du monde.

59. À Camini, les jeunes émigraient vers le Nord plus industrialisé – un phénomène historique en Italie –, laissant derrière eux leurs parents. Cette population âgée, qui possédait généralement des commerces et des terres, ne pouvait donc plus trouver d'employé·es. Tout était voué à la ruine, mais après la mise en place progressive d'un dispositif d'accueil de réfugié·es, la majeure partie de la population est maintenant composée de jeunes et de travailleur·ses. Il y a davantage de services éducatifs et de transport, et de nouvelles activités économiques et sociales ont vu le jour en s'appuyant sur le modèle de l'économie circulaire, dont des boutiques, des laboratoires d'idées associatifs et des ateliers pour apprendre de nouveaux métiers. Toutes ces initiatives s'adressent à la fois aux réfugié·es et aux habitant·es locaux, ce qui favorise la pérennité du programme. Grâce à cette démarche, l'école est passée de 7 élèves à plus de 80, et de 1 à 20 enseignant·es

60. Le 19 mars 2024, la commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées a eu un échange de vues avec M. Zakaria Ibrahim, un ancien réfugié syrien, qui vivait dans le village de Camini et a servi de médiateur culturel à EUROCOOP Servizi «Jungi Mundu». Cet homme a constaté que de 1991 à 2011, la population de Camini avait diminué de façon spectaculaire de près de 27 %, passant de 620 à 450 personnes. Les jeunes étaient partis vers les grandes villes, laissant les personnes âgées au village. La fourniture de services avait été interrompue, la population en âge de travailler ayant quitté le village. Les

<sup>66</sup> «Faire une formation pour devenir "Passeur de cultures"», *Réfugiés.info*, 2022.

<sup>67</sup> «"We need people here": the Spanish towns welcoming migrants», *The Guardian*, 2020.

<sup>68</sup> «EUROCOOP SERVIZI "JUNGI MUNDU"», site internet de la coopérative sociale Jungi Mundu.

autorités ont accepté de commencer à accueillir des migrant·es, qui sont arrivés par petits groupes de 10 à 15 personnes, atteignant environ 120 personnes au total. La prestation de services a commencé à s'améliorer avec l'arrivée des familles avec enfants. Le village, qui risquait de devoir fermer son école (avec seulement huit enfants à l'école primaire), a connu un changement considérable, un plus grand nombre d'enfants allant à l'école au cours des deux dernières années. L'école compte actuellement une vingtaine d'enseignant·es et fonctionne à plein régime. Les habitant·es de Camini avaient également constaté le manque de main-d'œuvre dans les communes agricoles locales. De nombreux agriculteurs vieillissaient, et le village avait besoin de davantage de personnes pour travailler dans les fermes. Un autre exemple de changements positifs est celui des différents ateliers qui ont été créés, comme l'atelier de poterie et l'atelier d'instruments de musique, où l'expérience et la contribution des migrant·es sont très appréciées.

61. La coopération entre les migrant·es et la communauté d'accueil fonctionne bien. La coopérative « Jungi Mundu » compte actuellement une soixantaine d'ateliers et de petites entreprises. Les commerces qui étaient sur le point de fermer ont été relancés et le village tout entier a repris vie et il est devenu plus dynamique. Il y a également des occasions de se rencontrer et de discuter dans les petits restaurants locaux, ainsi que dans toute une série de petits commerces équitables ou lors d'événements culturels dans la région. Enfin, étant donné que le village est plus dynamique, il offre désormais de nouvelles possibilités d'emploi, les jeunes Italiens qui étaient autrefois partis à la recherche d'une vie meilleure dans les villes sont revenus à Camini et dans les villages environnants, ce qui a été très apprécié par les habitants. Les jeunes migrant·es qui sont arrivés étudient l'italien et cela leur permet de mieux communiquer, notamment avec les Italiens plus âgés qui ne communiquent pas en anglais, langue souvent parlée par les migrant·es et les réfugié·es qui arrivent. La renaissance du village se manifeste aussi dans la restauration de maisons autrefois abandonnées. Près de 40 % des maisons de Camini devaient être restaurées. Ce travail a été pris en charge par la collectivité locale, avec la participation des migrant·es à Camini. L'un des projets consistait à rénover des logements sociaux, et éventuellement des hôtels pour les touristes. Le village et ses environs ont été transformés en une commune multiculturelle. Il conclut en soulignant que les immigrés ne sont pas un problème, qu'ils peuvent être une solution à de nombreux problèmes auxquels la population vieillissante de l'Europe est confrontée.

62. Autre exemple de bonnes pratiques : l'initiative d'un réseau de petites communes rurales du sud de l'Italie (Piccoli Comuni del Welcome), qui a choisi de dédier les fonds octroyés par le ministère de l'Intérieur à l'accueil et à l'intégration des demandeurs d'asile, en se donnant pour mission de mettre en adéquation les besoins de la population locale avec ceux des migrant·es<sup>69</sup>.

63. Dans ces petites communes, les personnes de plus de 70 ans constituaient le groupe d'âge le plus important. Face au manque généralisé de services sociaux, des coopératives communautaires ont été créées pour répondre aux besoins, en particulier à ceux des personnes âgées. Cela représente un véritable changement de modèle et une transformation de l'État-providence. Ces communes deviennent des terres d'accueil pour assurer la prestation de services sociaux aux citoyen·nes. Plusieurs petites et moyennes entreprises ont été créées, dirigées à la fois par des migrant·es et des habitant·es locaux. L'une des premières conséquences est la réduction du départ des jeunes ruraux vers les pôles urbains. De nouvelles activités ont été mises en œuvre dans différents secteurs tels que l'agriculture, les métiers spécialisés, le tourisme et l'hôtellerie, améliorant ainsi la vie de tou·tes. Cela a également favorisé la création de circuits d'entraide entre les personnes âgées et les personnes migrantes, constituant un bel exemple de cohésion sociale. Les personnes âgées ont notamment apporté leur aide en s'occupant des enfants des migrant·es.

64. La vocation de Community Catalysts, une entreprise sociale opérant au Royaume-Uni, est de faciliter l'engagement des individus dans des services d'entraide et de soutien qui contribuent à bâtir des communautés fortes et plurielles. Les initiatives portées par cette organisation ont été particulièrement bénéfiques pour les personnes migrantes à la recherche d'un emploi sur le marché du travail traditionnel. En effet, ces dernières avaient souvent l'impression que leur candidature n'était pas prise en considération ou se sentaient discriminées. L'organisation vise à donner aux individus les moyens d'utiliser leurs talents pour créer des entreprises communautaires.

65. À cet égard, le projet piloté par Community Catalysts dans le Borough de Wrexham (nord du pays de Galles) est un exemple de réussite. Les autorités locales lui avaient demandé d'aider à trouver des solutions pour répondre à la demande croissante de services de soins à domicile et combler les lacunes en la matière. Cette région, qui a connu une augmentation du nombre de personnes âgées de plus de 65 ans au cours de la dernière décennie, comporte des villages isolés, et la seule agence proposant des services d'aide et d'accompagnement avait cessé son activité, celle-ci n'étant pas financièrement viable. Des dizaines de micro-entreprises ont été créées, fournissant des soins à de nombreuses personnes et créant des emplois locaux. Dix pour cent de ces structures sont dirigées par des réfugié·es ou des migrant·es, dont un couple ukrainien

---

<sup>69</sup> Patuzzi et al., [Building Welcome from the Ground up: European Small and Rural Communities Engaging in Refugee Resettlement](#), Institut des politiques migratoires, 2020. Voir aussi le site internet du réseau [Piccoli Comuni del Welcome](#).

qui a créé une entreprise de nettoyage, gagnant ainsi sa vie tout en contribuant à l'économie locale et offrant aux personnes âgées un service dont le besoin se faisait vraiment sentir.

66. Au regard de ces expériences, on pourrait souligner que les réfugié-es peuvent véritablement constituer un atout, même si, par rapport à d'autres catégories de migrant-es, ils peuvent initialement représenter un coût pour le pays d'accueil, comme le relève le rapport de la Banque mondiale. En effet, les réfugié-es se déplacent en quête de sécurité et ne sont donc pas toujours en mesure d'atteindre des destinations où leurs compétences sont recherchées ; lorsque la situation se prolonge, l'accueil des réfugié-es peut en outre faire peser un fardeau financier et social sur les pays d'accueil, qui requiert une gestion durable<sup>70</sup>. Les pays d'accueil peuvent réduire leurs dépenses en mettant en œuvre des politiques favorisant la mobilité interne, l'autonomie et l'intégration dans les services nationaux. La coopération internationale basée sur la responsabilité partagée est essentielle pour gérer ces coûts, et ces efforts internationaux doivent être complétés par des initiatives régionales.

67. Les initiatives d'intégration s'efforcent activement de résoudre les enjeux cruciaux auxquels sont confrontées les régions rurales et isolées en raison du vieillissement de leur population, notamment l'isolement social, la solitude et les inégalités, comme le soulignent les études mentionnées précédemment. Elles visent à renforcer les capacités de soins, à faciliter la création d'opportunités d'emploi au niveau local et à soutenir le système de santé dans la gestion des demandes découlant du vieillissement de la population. Il apparaît que l'une des retombées de l'accueil et de l'intégration de ressortissant-es de pays tiers, y compris des réfugié-es réinstallé-es, est le rétablissement des services essentiels. Il s'agit là d'un résultat important. Des équipements supplémentaires ont été mis en place, améliorant considérablement la qualité de vie de tou-t-es les habitant-es. L'arrivée des migrant-es a eu un effet positif sur la taille de la population, bénéficiant aux entreprises locales et aux structures qui dépendent d'une fréquentation régulière, telles que les cabinets médicaux, les épiceries, les écoles et les lignes de transport.

68. En termes d'emploi, dans le nord du Pays de Galles, un autre aspect mérite d'être pris en considération. Les immigré-es occupent souvent des métiers devenus moins courants pour les locaux, comme celui de berger. Cette tendance résulte d'un problème plus large, dû en partie au manque d'intérêt des habitant-es pour ce type d'emploi, perçu comme étant indigne et de statut inférieur. Une plus grande attention doit être accordée à l'amélioration des conditions de travail de ces professions précieuses, afin de transformer ces possibilités d'emploi en options dignes et souhaitables, susceptibles de susciter l'intérêt de la main-d'œuvre locale.

69. Le succès de ces initiatives dépend en grande partie de l'intégration effective des nouveaux arrivants. Des programmes d'échanges linguistiques et culturels peuvent être mis en œuvre pour favoriser l'apprentissage mutuel et le soutien entre les différents groupes culturels et générationnels. Les services de soutien adaptés fournis dans la plupart de ces programmes ont permis aux migrant-es d'apprendre la langue. L'aide informelle émanant de la communauté locale, comme l'accompagnement dans les démarches administratives, a également été essentielle. Pour préparer les communautés d'accueil, en particulier dans des territoires peu habitués à recevoir des populations étrangères, les communes peuvent organiser des réunions en face à face pour fournir des informations détaillées sur les arrivant-es.

70. Plusieurs mesures peuvent être prises pour faire en sorte que les bénéficiaires acceptent les travailleurs immigrés. Par exemple, des programmes de formation et de coaching pourraient être proposés aux migrant-es qui assurent des prestations de soins à la personne afin d'améliorer leurs compétences globales en communication. Une politique d'éducation de la clientèle et des collègues pourrait être mise en œuvre pour appeler à la tolérance zéro à l'égard du racisme, et une formation sur l'environnement culturel local et la prestation de soins pourrait être dispensée<sup>71</sup>. Des séances d'orientation pourront également être organisées pour le personnel communal et les acteur-rices locaux qui seront en contact avec les migrant-es accueillis, comme les travailleur-euses sociaux et les enseignant-es.

71. Promouvoir l'engagement au sein des infrastructures sociales existantes, notamment l'adhésion à des associations sportives ou la participation aux fêtes et manifestations locales, peut conduire à une intégration plus durable<sup>72</sup>. Par exemple, en Italie, les autorités locales et leurs partenaires de la société civile ont associé les réfugié-es à des événements traditionnels, tels que les festivités religieuses et les festivals mettant à l'honneur les produits du terroir.

---

<sup>70</sup> Banque mondiale, *World Development Report 2023: Migrants, Refugees, and Societies* [Rapport sur le développement dans le monde 2023 : Migrants, réfugiés et sociétés (abrégé en français)], 2023.

<sup>71</sup> OCDE, *Who Cares? Attracting and Retaining Care Workers for the Elderly*, Études de l'OCDE sur les politiques de santé, Éditions OCDE, 2020.

<sup>72</sup> Patuzzi et al., *Building Welcome from the Ground up: European Small and Rural Communities Engaging in Refugee Resettlement*, Institut des politiques migratoires, 2020.

72. L'adéquation entre les offres d'emploi disponibles dans les villages avec les demandes d'emploi des familles qui arrivent est cruciale. Comprendre les besoins, les qualifications et les aspirations des familles est fondamental pour assurer une intégration réussie. La connaissance du terrain, acquise en visitant les communautés locales et en évaluant les opportunités d'emploi ainsi que les solutions de logement possible et la proximité des établissements d'enseignement et des pôles de santé, est également essentielle. Enfin, pour assurer la pérennité des efforts d'intégration, il importe d'assurer le suivi des familles pendant plusieurs mois et de les accompagner jusqu'à ce qu'elles se soient complètement adaptées au milieu rural.

73. L'intégration des migrant·es est à la fois une chance et un défi. Dans certains cas, comme pour le projet mené en Espagne, l'intégration des familles étrangères se fait naturellement. La réussite de l'intégration peut être attribuée à des facteurs externes qui facilitent l'assimilation immédiate du groupe de migrant·es, tels qu'une plus grande affinité culturelle. En Espagne, la plupart des immigré·es sont originaires d'Amérique du Sud : outre le fait qu'ils partagent une culture et des modes de vie similaires, ils parlent également la même langue. Les représentant·es du projet de coopération espagnol ont ainsi souligné, lors de l'entretien, que leur initiative n'incluait pas les migrant·es ayant une culture d'origine différente (personnes arabes ou musulmanes par exemple), étant donné leurs difficultés à partager la vie de la collectivité. Par exemple, on pourrait difficilement les convaincre de gérer un bar ou un café associatif servant des boissons alcoolisées (ce qui était un trait d'identité culturelle dans un village spécifique). Cette difficulté était amplifiée dans les villes, où les familles étrangères avaient tendance à se concentrer dans certains quartiers ; elles maintenaient ainsi leur mode de vie religieux et culturel, mais d'un autre côté, cela les isolait du reste de la ville. Une approche plus équilibrée et cosmopolite du développement urbain pourrait permettre d'éviter la ghettoïsation de certaines communautés migrantes. La promotion de la diversité culturelle et de la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire communal pourrait contribuer à renforcer les liens entre la population locale et les nouveaux arrivants.

74. Dans une optique d'intégration, les communautés rurales peuvent offrir des avantages par rapport aux centres urbains dans la mesure où elles fournissent des institutions informelles qui facilitent l'échange d'informations, la mobilisation des ressources, un accompagnement personnalisé et, dans l'ensemble, une dimension humaine plus forte<sup>73</sup>. En revanche, étant donné leur plus petite taille, tout se sait toujours dans le moindre détail à propos des familles accueillies, et cela exerce une influence sur les perceptions que l'ensemble du voisinage développe à l'égard de la migration. Dans certains cas, une famille qui ne se sera pas bien intégrée pourra devoir être relogée ailleurs.

#### **4.2. Transformation urbaine : vers des villes plus inclusives, multiculturelles et intergénérationnelles**

75. Le vieillissement démographique pose d'importants défis en milieu urbain et impose de réviser les processus d'aménagement urbain en donnant la priorité à la participation des citoyen·nes pour transformer la ville. Dans un monde en mutation rapide, marqué par des changements sociaux et environnementaux, de nouvelles approches doivent être adoptées pour construire des villes plus résilientes, inclusives, multiculturelles et intergénérationnelles. L'urbanisme doit s'articuler autour des principes d'équité et des besoins humains. En supprimant les barrières qui isolent, en particulier pour les générations les plus jeunes et les plus âgées qui ont tendance à rester enfermées dans des espaces privés, il peut contribuer à améliorer les possibilités de socialisation et d'interactions avec diverses communautés.

76. La planification participative vise à surmonter les stéréotypes de classe sociale ainsi que les préjugés raciaux, sexistes, ethniques et idéologiques. La coopérative suédoise Egnahemsfabriken illustre comment les démarches d'habitat participatif et de gestion collective peuvent remédier à la pénurie de logements, à l'exclusion et aux difficultés d'accès au marché du travail rencontrées par les nouveaux arrivants. En créant un lieu de rencontre qui favorise l'intégration, la collaboration et la créativité, le projet soutient toute personne souhaitant construire son propre logement ou aider d'autres personnes à construire le leur, grâce à des méthodes telles que le co-design, qui reposent sur la collaboration créative pour faire émerger des idées et des solutions aux problèmes de logement. Cela contribue particulièrement à l'autonomisation de trois groupes vulnérables sur le marché du logement ou du travail : les jeunes, les personnes âgées et les réfugié·es.

77. Les jeunes migrant·es sont embauché·es de manière à obtenir un permis de travail tout en contribuant à la société. Les femmes âgées isolées, souvent aux moyens financiers limités, peuvent ainsi continuer à vivre chez elles ; elles conservent leur indépendance tout en évitant la solitude. Le projet soutient des femmes retraitées vivant en communauté, luttant ainsi contre la dépression et l'isolement social.

78. Un logement décent est un facteur clé de la réussite de l'intégration des réfugié·es et des migrant·es dans la communauté locale, car il leur permet d'avoir des contacts sociaux, ainsi que d'accéder aux services et à l'emploi. Les nouveaux types d'habitat qui ont vu le jour dans toute l'Europe contrastent avec le logement

---

<sup>73</sup> *Ibid.*

social traditionnel. Ces formules mettent davantage l'accent sur la collaboration, la participation et le soutien social entre les résident-es.

79. Le projet Homefull, géré par l'association Programma integra en collaboration avec la coopérative sociale Meta onlus et soutenu par l'autorité régionale de Rome (Italie), promeut la cohabitation intergénérationnelle<sup>74</sup>. Ce modèle innovant est un tremplin vers l'autonomie pour les migrant-es et un moyen d'échapper au sentiment d'isolement pour les personnes âgées. À noter que le programme de cohabitation a parfois suscité des réticences au départ, car certaines familles hésitaient à adopter ce mode de vie inhabituel.

80. En Suède, le projet de cohabitation SällBo rassemble des jeunes de 18 à 25 ans, y compris des réfugié-es, et des personnes de plus de 70 ans<sup>75</sup>. L'objectif est de favoriser les interactions sociales de personnes qui peuvent facilement se sentir exclues, isolées et seules. Cette initiative vise à lutter contre la solitude et le sentiment d'insécurité, tout en favorisant l'inclusion sociale de l'ensemble des résident-es – personnes âgées, jeunes adultes et jeunes réfugié-es arrivés en tant que mineur-es non accompagné-es demandeur-ses d'asile dans le pays. Les porteur-ses du projet ont aménagé et adapté un bâtiment existant en créant de petits appartements et des espaces communs. Ils ont en outre mis en place un processus de sélection des candidatures pour l'attribution des logements, exigeant que les résident-es partagent des moments de rencontre pour favoriser une cohabitation harmonieuse.

81. Le 19 mars 2024, la commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées a eu un échange de vues avec Mme Dragana Curovic, qui a présenté le projet SällBo. Ce projet a commencé par une décision de la municipalité de construire un foyer pour personnes âgées de plus de 70 ans. La plupart d'entre elles étaient des personnes âgées d'origine suédoise. Tout comme en Italie, les jeunes avaient quitté la région et les personnes âgées étaient restées. La crise des réfugié-es en Syrie a fait venir un grand nombre de réfugié-es. Les pouvoirs publics ont décidé de trouver les moyens de les héberger. En octobre 2015, environ 459 personnes étaient censées être placées à Helsingborg. Les logements sociaux où vivaient des personnes âgées ont permis d'héberger des réfugié-es au rez-de-chaussée, 51 appartements devenant des foyers pour jeunes migrant-es. La cohabitation n'a pas toujours été facile, en particulier au début, car les jeunes qui fumaient la nuit déclenchaient les alarmes incendie. Tisser des liens sociaux entre les deux groupes a pris du temps. Beaucoup d'efforts ont dû être déployés pour la médiation sociale, afin de rapprocher les deux groupes – les personnes âgées et les jeunes migrant-es.

82. La direction du projet SällBo a organisé des réunions pour faciliter le dialogue entre les différents locataires. Il est ressorti clairement que les personnes âgées se sentaient solitaires et socialement exclues, ce qui a été une grande surprise étant donné qu'un grand nombre d'entre elles avaient des enfants. L'argument invoqué était que leurs enfants étaient adultes, autour de la cinquantaine, travaillaient et devaient s'occuper de leurs propres enfants. Les jeunes migrant-es étaient également solitaires, leurs familles étant très loin. Sans médiation, ces deux groupes n'auraient naturellement pas communiqué entre eux. Ce projet de logement social a permis de créer un foyer pour des personnes d'origines diverses, favorisant ainsi la diversité sous toutes ses formes. En outre, la démocratie directe qui régit ce projet n'a pas empêché de mettre l'accent sur la diversité, bien au contraire. Lorsque des places se libèrent, un vote est organisé pour décider qui inviter à vivre dans ce projet de cohabitation. La dynamique du groupe évolue au fil des ans mais cela demeure une bonne pratique forte de cohabitation interculturelle et intergénérationnelle dont on pourrait beaucoup apprendre.

83. Le succès du projet peut être attribué tout spécialement à cet élément de socialisation, qui profite aux deux parties. Il s'est en effet avéré que le réseau social dont disposaient les personnes âgées dans la ville pouvait aider les jeunes à trouver un emploi, favoriser l'assiduité scolaire, améliorer leurs compétences linguistiques ou offrir un accompagnement. Autrement dit, cela favorise leur intégration globale. Pour leur part, les personnes âgées se sentent en meilleure santé en étant tenues au courant du monde qui les entoure. Pendant le confinement imposé par la pandémie de covid-19, les avantages d'une telle collaboration intergénérationnelle sont devenus particulièrement apparents ; les jeunes se chargeaient notamment de faire les courses pour leurs aînés isolés et vulnérables. Les jeunes migrant-es ont aidé les personnes âgées dans de nombreuses tâches quotidiennes. En outre, étant donné que les personnes âgées ne pouvaient pas physiquement rencontrer leur propre famille en raison des exigences du confinement, la présence de jeunes qui vivaient dans le même bâtiment, en particulier les réfugié-es, les a aidées à surmonter les difficultés liées à la pandémie.

84. En ce qui concerne les échanges intergénérationnels, le projet TOY for Inclusion encourage l'inclusion sociale, l'apprentissage intergénérationnel, l'intégration des services et l'éducation et l'accueil de la petite

---

<sup>74</sup> «Accoglienza alternativa: anziani soli convivono con giovani migranti», *Redattore sociale*, 2015 [italien seulement]. Voir aussi le site internet de l'association Homefull [italien seulement].

<sup>75</sup> «Overcoming isolation: multigenerational and multicultural co-housing in Sweden», *Cooperative City Magazine*, 2023. Voir aussi le site internet de SällBo [suédois seulement].

enfance dans la collectivité dans 10 pays<sup>76</sup>. Cette initiative permet la création de Play Hubs (espaces de jeux) inclusifs de qualité où les enfants de tous les milieux et les personnes qui s'en occupent peuvent se retrouver, jouer, emprunter des jouets, participer à des ateliers et accéder à des services de proximité.

85. Ce même jour, le 19 mars, la commission a eu un échange de vues avec Mme Giulia Cortellesi, co-directrice chez International Child Development Initiatives (ICDI), qui a son siège aux Pays-Bas. Cette dernière a présenté le projet « TOY for Inclusion » qui travaille sur le thème du développement du bien-être des enfants et des adolescent-es grandissant dans des circonstances difficiles. En 2012, ils ont débuté un programme intergénérationnel rassemblant des personnes âgées et des jeunes. Ce projet a commencé en tant que projet de recherche subventionné par la Commission européenne dans sept pays d'Europe.

86. Afin de bien comprendre les bénéfices de l'apprentissage intergénérationnel entre les jeunes et les personnes âgées, ils se sont concentrés sur les jeunes enfants. Ils ont remarqué que les jeunes enfants passaient la plupart de leur temps dans des structures d'accueil de la petite enfance ou des jardins d'enfants de 8h à 16h, voire 18h ou 19h. Les personnes âgées, et en particulier les plus vulnérables, passaient leur temps dans des maisons de retraite et rencontraient rarement de jeunes enfants, en particulier en milieu urbain. Les maisons de retraite disposaient de très beaux bâtiments et jardins, ce qui n'était pas le cas des jardins d'enfants et des écoles. Une décision a été prise de mettre en place des activités intergénérationnelles. Cela permettrait non seulement d'utiliser ces magnifiques bâtiments des maisons de retraite, mais aussi de créer des liens entre les différents acteurs de ces communes.

87. De nombreuses familles de migrant-es ont été impliquées dans ce projet. Elles avaient rencontré des problèmes d'intégration dès lors qu'elles ne parlaient pas la langue du pays d'accueil. Il est apparu clairement que cette pratique intergénérationnelle pouvait répondre à trois préoccupations sociétales : la ségrégation par l'âge, le vieillissement général de la population et le besoin de cohésion sociale et de solidarité dans des sociétés de plus en plus partiales d'un point de vue culturel. Les membres du projet ont élaboré du matériel de formation et mis en place un réseau de professionnels et d'animateurs intergénérationnels dans sept pays.

88. Ils ont commencé par créer des espaces intergénérationnels en utilisant le prétexte du jeu pour rassembler de jeunes enfants et des personnes âgées comme facteur déclencheur de l'inclusion sociale. Ces lieux ont été appelés «Playhouses». Ce sont des centres de jeux inclusifs où des familles de tous horizons peuvent se réunir. Ils ont été conçus pour promouvoir ce que l'on appelle l'«universalisme progressif», ce qui veut dire qu'ils sont ouverts à tous mais qu'ils adoptent des stratégies spéciales afin d'atteindre les groupes les plus vulnérables pour garantir la participation de ces derniers. Ils peuvent aussi promouvoir certains projets particuliers pour couvrir les besoins spécifiques de groupes précis (enfants migrants ou roms). Il y a des bibliothèques de jouets, où les familles peuvent emprunter des jouets, ainsi que des activités en groupe et des ateliers.

89. La plupart des activités sont organisées par des bénévoles et par le personnel des différents services. Les personnels des services dédiés aux jeunes enfants ou aux réfugié-es peuvent travailler en collaboration entre eux et non en vase clos. Cela inclut l'éducation, les soins de santé et les services sociaux pour qu'ils développent une vision commune et des projets communs visant à promouvoir le bien-être de la population dans ces groupes. Lorsque les réfugié-es ukrainiens sont arrivés, les plus âgés d'entre eux ont fait des efforts pour proposer leur aide et leur expérience, notamment pour enseigner dans un environnement d'apprentissage non formel. Il y avait surtout des femmes, des mères et leurs enfants, et beaucoup de personnes âgées. On leur a donné un espace où elles se sentiraient utiles et appréciées. À titre d'exemple, les personnes âgées ukrainiennes ont organisé des ateliers pour des enfants slovaques et hongrois.

90. Le programme européen de soutien à l'éducation non formelle a ouvert la voie à l'apprentissage interculturel. Ce travail nécessitait une reconnaissance et des ressources suffisantes. Dans de nombreuses communes où ces projets ont été mis en œuvre, les familles se sentent les bienvenues : elles se font des ami-es et sont mieux outillées pour résoudre d'autres problèmes qu'elles rencontrent au quotidien, elles peuvent trouver des emplois, socialiser, apprendre la langue, avoir accès à des cours et à une variété de services ou de soutien informel. Créer des espaces de rencontres informelles où les contacts intergénérationnels et interculturels sont possibles devrait être un élément clé dans l'élaboration de politiques au niveau local, national et international. L'apprentissage intergénérationnel pour les enfants leur apporte une plus grande estime de soi et les aide à nouer de nouvelles amitiés. De leur côté, les personnes âgées se sentent valorisées, leur santé et leur bien-être s'améliorent et elles se sentent moins isolées. Enfin, leur bien-être physique général s'améliore. Les sociétés bénéficient globalement de tout cela, grâce à l'inclusion sociale qu'apporte la solidarité intergénérationnelle.

91. Le contact intergénérationnel favorise les liens interculturels et l'apprentissage social. En impliquant les grands-parents et les personnes âgées de la collectivité locale, y compris les migrant-es, les réfugié-es et les

---

<sup>76</sup> [TOY for Inclusion](#), site internet. Voir aussi la page [Toys to share play to care](#) et le site de l'organisation [International Child Development Initiatives](#).

groupes minoritaires tels que les Roms et les Sintis, l'apprentissage intergénérationnel encourage l'intégration sociale dans nos sociétés plurielles<sup>77</sup>. En particulier, les populations immigrées, souvent composées de familles avec de nombreux enfants, ne bénéficient pas toujours du soutien social des grands-parents. Dans ce contexte, le contact intergénérationnel joue le rôle de passerelle avec les locaux. Grâce aux liens créés, les migrant-es apprennent à connaître le système de services, se font des ami-es, commencent à avoir confiance dans les institutions et à sortir de leur communauté ; ainsi, leurs relations dépassent le cercle des personnes migrantes qui leur sont relativement proches. D'un autre côté, la participation des personnes âgées aux activités du Play Hub leur permet de rester actives et de combattre l'isolement social.

## 5. Conclusions

92. Avec ce rapport, j'ai voulu mettre en lumière des exemples concrets des contributions que les personnes migrantes peuvent apporter face aux défis posés par le vieillissement démographique en Europe. Notre continent vieillit rapidement et il est crucial de prendre des mesures pour atténuer les graves implications macroéconomiques et sociales de ce phénomène, dans l'intérêt de toutes. En effet, une société vieillissante présente des difficultés non seulement pour les personnes âgées, qui nécessitent un soutien accru pour répondre à leurs besoins, mais aussi et surtout pour les générations futures, qui devront supporter les coûts d'une société âgée avec une sécurité sociale réduite et un système public de protection sociale affaibli.

93. Pour faire face à cette évolution démographique, les États membres devraient envisager d'élaborer des politiques et des initiatives efficaces pour assurer le bien-être et la qualité de vie de la population âgée, ainsi que de mettre en œuvre des stratégies visant à promouvoir des taux de fécondité plus élevés. Parallèlement à cela, il faudrait promouvoir les filières de migration régulière pour combler les pénuries de main-d'œuvre dès à présent.

94. La contribution des personnes migrantes a des conséquences sur les générations anciennes comme sur les nouvelles. Qu'il s'agisse de l'ouverture de nouvelles classes et de nouvelles structures éducatives, de l'amélioration de la fréquence des lignes de transport public desservant les communes voisines, ou de la prise en charge des personnes âgées à domicile grâce à leur travail, l'impact de l'immigration sur la société est considérable et a de multiples facettes.

95. Afin de promouvoir l'intégration globale des personnes migrantes et la cohésion sociale, des politiques d'intégration multidimensionnelles, prenant en considération les besoins des personnes de tous les genres, doivent être mises en œuvre. Cela va de la régularisation des travailleurs et travailleuses migrants informels et sans papiers à la promotion d'une aide directe et ciblée dans les collectivités locales et à la formation professionnelle. Un effort supplémentaire s'impose pour revaloriser les métiers essentiels dans notre société. L'urbanisme doit aussi être repensé pour évoluer vers une coopération multiculturelle et intergénérationnelle. Des politiques visant à renforcer le secteur non formel sont également nécessaires. Les États doivent favoriser une communication et une information positives au sein des populations locales et lutter contre les discours de haine pendant les campagnes électorales. En conclusion, l'heure n'est plus aux mesures d'urgence face à l'immigration : privilégier des approches structurelles et durables est désormais crucial.

---

<sup>77</sup> Voir [Together Old and Young to Build Old Age Friendly Communities](#) (site internet) et [IGL in Play and Learning Hubs for Ukrainian refugees in Slovakia](#) (blog du projet Toy, 2022), ou encore Kernan et al., [Together Old & Young: How should we live together?](#), 2016.